PRIX DE L'ABONNEMENT.

LYON : Un an, 44 f.; six mois, 25 f.; trois mois, 12 f. HORS DE LYON : Un an, 52 f.; six mois, 27 f.; trois mois, 14 f.

LA GAZETTE DE LYON

Religion et Patrie.

ON S'ABONNE :

Aux bureaux du Journal, rue de Bourbon, 6; Et chez M. PÉLAGAUD, grandrue Mercière, 26.

LYON, IMPR. DE J.-B. PÉLAGAUD ET C^o.

LYON.

La presse ministérielle anglaise tient, à propos de la question d'Orient, un langage auquel il était facile de s'attendre : elle demande que le gouvernement anglais ne prenne parti contre le Czar qu'autant que les intérêts de nos voisins seront compromis; et elle a grand soin d'ajouter que leurs intérêts ne sont point identiques à ceux de la France.

Assurément ce n'est pas nous qui sommes surpris de cette attitude. Nous nous y attendions; dès les premiers moments où cette question a surgi, nous avons dit qu'il y aurait imprudence de notre part à compter sur l'alliance anglaise, et après l'arrivée de la fameuse députation des négociants de Londres auprès de Louis-Napoléon, nous avons engagé nos compatriotes à ne point se fier à ces démonstrations amicales.

Les journaux ministériels de France incriminent alors notre langage. Eh bien! qu'en pensent-ils maintenant? Qu'est devenue cette cordialité entre l'Angleterre et nous, qui, à leur dire, était d'autant plus solide et réelle, qu'elle se manifestait par des démarches ayant un caractère privé et non diplomatique?

Toutefois cet egoïsme des Anglais ne doit point nous faire envisager avec trop de frayeur les affaires d'Orient; car tant qu'ils n'auront pas leur part dans le démembrement de l'empire ottoman, ils défendront son intégrité. D'un autre côté, la Prusse et l'Autriche sont enfin sorties de la neutralité qu'elles observaient d'abord. Or, si toutes les grandes puissances agissent de concert, il n'est pas probable que la Russie ose faire la guerre au sultan.

Nous croyons donc qu'il est encore temps de prévenir la guerre. Mais il eût été bien plus facile d'obtenir ce résultat si dans le commencement l'on ne s'était pas obstiné à méconnaître la gravité de la mission du prince Menschikoff, et si l'on n'avait pas attendu que le sultan se fût engagé dans la voie de la résistance, et que le czar se fût également compromis. Hyvernat.

On lit dans la correspondance ministérielle de M. Havas : Paris, 5 juin.

Le Journal des Débats a reçu des lettres de Constantinople du 23 mai, c'est-à-dire portant la même date que la dépêche télégraphique la plus récente. Elles n'apprennent aucun fait qui modifie la situation que nous connaissons déjà; mais elles font savoir le détail des circonstances à la suite desquelles le prince Menschikoff est parti pour Odessa.

Les représentants des quatre grandes puissances se sont réunis, le vendredi 20 mai, à l'ambassade d'Angleterre, et à la suite d'une longue conférence, l'un d'eux, M. de Kletzl, chargé d'affaires d'Autriche, qui acceptait la mission de se rendre, au nom de ses collègues, à Buyukdéré, pour essayer d'ouvrir les voies à un accommodement.

Le prince Menschikoff se montra inflexible quant au fond des demandes qu'il avait formulées dans son projet de traité en date du 5; mais par considération pour l'Europe, il offrit de céder quelque chose dans la forme; malheureusement la concession n'a pas été et ne pouvait pas être agréée par les ministres du sultan.

Au lieu d'un traité, le prince consentait à ce que les garanties exigées par la Russie en faveur de l'église grecque fussent consignées dans une Note diplomatique; mais cette Note devait avoir la force d'un acte obligatoire.

Il termina la conversation en annonçant à M. de Kletzl, qu'il avait fait savoir au Divan que, si dans la journée même, la Porte ne lui envoyait pas cette note signée par Reschid-Pacha, il partirait sans lui accorder un plus long délai.

M. de Kletzl se rendit ensuite chez Reschid-Pacha pour lui communiquer le résultat de son entrevue avec le prince Menschikoff; mais il trouva le ministre des affaires étrangères toujours disposé à la résistance.

Néanmoins Reschid-Pacha envoya son fils Sahih-Bey porter à Buyukdéré une réponse aux ouvertures qui venaient de lui être faites.

Cette réponse annonçait que le patriarche grec allait recevoir un firman du sultan qui confirmerait tous les privilèges religieux accordés à l'Eglise grecque par les sultans, ses prédécesseurs; que, lui-même, il en garantissait le scrupuleux maintien pour l'avenir; que copie de ce firman serait délivrée à l'ambassade de Russie; que, pour ce qui concernait le statu quo à Jérusalem, aucune modification ne pourrait jamais être apportée sans l'assentiment des deux cours de France et de Russie; qu'enfin la Porte ne re-

fuserait pas de garantir par avance, à l'Eglise grecque, tous les avantages religieux qui pourraient être accordés par la suite aux autres communions chrétiennes protégées par des puissances étrangères. Le seul point sur lequel la Porte consentait à conclure un arrangement par écrit avec la Russie, était relatif à l'établissement de l'Eglise, du couvent et de l'hospice russes demandés par l'empereur.

A son tour, le prince Menschikoff refusa d'agréer ces propositions. Le 21, c'est-à-dire quelques heures seulement avant son départ, il adressa une dernière lettre à Reschid-Pacha, pour annoncer qu'il regardait comme insuffisantes ces nouvelles concessions, et qu'en conséquence il allait lever l'ancre.

Le Nouvelliste de Hambourg publie des lettres de St-Petersbourg, portant la date du 26 mai. En voici l'un des passages :

« Depuis que la nouvelle est arrivée ici que le prince de Menschikoff n'avait pas réussi comme le comte Leiningen dans ses demandes faites à la Porte-Ottomane et qu'il était déjà parti, les esprits sont en proie à une grande inquiétude à la cour. L'affaire est d'autant plus grave que le Czar y est engagé non-seulement comme souverain temporel, mais aussi comme chef de l'Eglise grecque. Plusieurs généraux, le baron de Kosinski, Lewsehin, Grabbé 1^{er}, etc., etc., ont été envoyés dans les colonnes militaires de l'Ouest et dans les autres stations militaires du gouvernement du Sud-Ouest. L'empereur a conféré à plusieurs officiers supérieurs de la flotte la grand croix de l'Ordre de Saint-Stanislas. »

Les journaux de Londres parlent d'un bruit de bourse d'après lequel, ordre aurait été donné à l'amiral Dundas de quitter Malte pour se rapprocher des Dardanelles. Après avoir constaté ces bruits, le Morning Herald du 4 juin ajoute :

« M. Tucker à bord du paquebot à vapeur le Caradoc est parti de Londres jeudi pour Marseille avec des dépêches pour le commandant en chef de la Méditerranée, à Malte, au sujet de l'issue des affaires à Constantinople. »

« Hier matin à 2 heures, le bâtiment à vapeur Banshee est parti de Spithead avec des dépêches du gouvernement pour le contre amiral Corry et l'escadre du canal actuellement en croisière pour six semaines. On croit que le Banshee se rendra directement à Lisbonne, le contre amiral Corry ayant la permission de toucher à cette place dans le cours de sa croisière. Il n'est pas improbable que les instructions pour le contre amiral Corry comprennent des ordres pour détacher une division de son escadre à Malte, afin de renforcer la flotte du vice amiral Dundas. »

Les feuilles anglaises ne contiennent d'ailleurs aucun fait important. Elles signalent seulement les projets de retraite de trois membres catholiques de l'administration de lord Aberdeen, n'occupant, à vrai dire, que des postes peu importants.

Les dernières nouvelles de Madrid sont du 31 mai. Les sections réunies du conseil royal ont été d'avis de valider les concessions des chemins de fer d'Aranjuez à Almansa et de Soanelanos à Ciudad-Real.

Le conseil des ministres doit très incesamment statuer sur la question de la concession du chemin de fer du nord, le conseil royal n'ayant pu être unanime dans sa résolution à cet égard.

La Suisse explique aujourd'hui que quand elle a parlé de l'adhésion du gouvernement français aux demandes de l'Autriche, il était entendu que cette adhésion ne se rapportait qu'à la question des réfugiés.

On n'a pas oublié sans doute, dit ce journal, que l'année dernière, la France avait adressé au Conseil fédéral à peu près les mêmes demandes, sur lesquelles elle n'a pas ultérieurement insisté. Pour les puissances limitrophes toute la question est là. Les mesures que l'on a prises, la loi sur les étrangers, loi assurément sévère, qu'à dû adopter sans doute le grand conseil du Tessin à l'heure où nous écrivons, ne paraissent pas suffire. Il y a des préventions invincibles, et l'on tient aux garanties pour l'avenir.

La Suisse confirme, du reste, ce qui a été dit du rétablissement prochain des bons rapports entre l'Autriche et le gouvernement fédéral. Nous lisons en effet dans ce journal sous la date de Berne, le 2 juin :

Nous avons entendu aujourd'hui exprimer l'attente d'un arrangement qui ne serait pas inconciliable avec les droits de la Suisse, son honneur et sa parfaite indépendance. Nous ignorons encore sur quelles bases il serait proposé. Il convient donc d'attendre les renseignements précis.

Toute crainte d'une rupture de l'Autriche avec la Suisse a disparu. Comme nous l'avons dit, les relations politiques avaient été suspendues de fait par le départ de Berne de M. le comte Karnicky, chargé d'affaires d'Autriche. Mais cela

n'impliquait pas ce qu'on appelle proprement une rupture entre les deux Etats. La légation autrichienne continuait à fonctionner à Berne pour l'expédition des affaires ordinaires courantes.

Le départ du comte Karnicky avait eu cependant ce bon effet de donner à réfléchir aux esprits les plus sages du Conseil fédéral. Leurs observations ont été écoutées de leurs collègues et ont prévalu; et nous ne croyons pas trop nous avancer en disant que l'Autriche a reçu du Conseil fédéral des explications et des engagements aussi satisfaisants qu'il est possible de l'espérer, dans ces circonstances, au sujet de ses demandes relatives aux réfugiés et à d'autres points.

On comprend dès lors pourquoi le ministre des affaires étrangères d'Autriche, M. le comte de Buol-Schaunstein, a dû faire savoir à M. Steiger, chargé d'affaires helvétique à Vienne, que le rappel du comte Karnicky n'entraînait pas une rupture avec la Confédération.

Les choses se sont ainsi passées. Elles seront, à coup sûr, présentées sous un jour différent par les journaux suisses. Cela est inévitable. On sait les nécessités auxquelles sont soumis tous les hommes mêlés aux affaires publiques dans les pays révolutionnaires. Il faut, au risque de perdre toute leur popularité, c'est-à-dire toute leur influence, qu'ils s'appliquent à faire croire que la cause de la révolution et de la patrie n'a pas été compromise par eux, et qu'ils ont su faire reculer l'étranger.

Les grands gouvernements ne disputent pas cette innocente satisfaction à ceux qui en ont besoin, du moment qu'ils ont obtenu réparation. — Am. Pellier. (Assemblée nationale.)

Le Nouvelliste de Hambourg, qui a été souvent signalé comme recevant des communications du gouvernement russe, publie la note suivante sous la rubrique de Pétersbourg, 24 mai :

« La presse étrangère paraît avoir attaché trop d'importance aux exigences de la Russie envers la Porte-Ottomane et aux démarches du prince Menschikoff. Le gouvernement russe ne prend pas en réalité une attitude menaçante, bien qu'il veuille en avoir l'air. »

« La diplomatie russe aime à imposer par les manifestations de sa volonté, mais cela ne l'empêche pas de modifier ensuite ses prétentions. Cela pourrait bien arriver à l'égard des prétentions du prince Menschikoff. Ces prétentions sont que la Porte-Ottomane s'oblige envers la Russie à maintenir et à garder intactes pour l'avenir les immunités de l'Eglise grecque, et à conférer aux ambassadeurs et consuls russes le droit de protéger cette Eglise. »

« La Russie ne veut pas que la Porte ait le droit de destituer, sans un motif suffisant, les patriarches de Constantinople, Antioche et Jérusalem, ainsi que les évêques et archevêques grecs. On proteste contre l'intention de vouloir s'immiscer dans l'administration de la Turquie. La Russie se borne à demander pour la religion grecque les privilèges dont jouissent les autres religions dans la Turquie. Tel est le contenu principal de la deuxième note russe. La Porte-Ottomane ayant rejeté ces prétentions, on attribue ici sa résolution à l'influence de l'ambassadeur britannique, lord Stratford de Redcliffe. »

La Bourse s'est beaucoup occupée aujourd'hui de la dépêche annonçant le passage de M. de Nesselrode à Vienne. On disait que M. de Nesselrode portait la proposition du cabinet de Saint-Petersbourg à celui de Londres, d'intervenir de concert avec l'Autriche, comme médiateur dans le différend entre la Porte et la Russie.

Nous croyons que l'envoi de M. de Nesselrode à Londres peut être interprété dans un sens pacifique. Mais la version accréditée à la Bourse n'a aucune vraisemblance.

Ce qui est plus vraisemblable, c'est que M. de Nesselrode avait d'abord été expédié à St-Petersbourg par le prince Menschikoff pour faire connaître l'opposition imprévue de l'ambassadeur d'Angleterre, lord Stratford de Redcliffe aux demandes de la Russie.

Les dépêches qu'il aurait été chargé de rapporter à Constantinople auraient alors autorisé le prince Menschikoff à donner l'assurance à l'ambassadeur anglais que le cabinet russe, bien que persistant dans ses demandes, était résolu à ne rien faire qui pût troubler sa bonne entente avec l'Angleterre et la paix de l'Europe.

M. de Nesselrode est arrivé à Odessa avant que le prince Menschikoff y fût arrivé de son côté. Il s'est embarqué immédiatement; et, en débarquant à Constantinople, il aura appris le départ du prince. Ses instructions lui enjoignaient probablement, dans le cas où ce départ aurait eu lieu, de porter ses dépêches au ministre de Russie à Londres, afin que le contenu en fût communiqué le plus tôt possible au cabinet anglais.

Voilà l'explication la plus vraisemblable du voyage de M. de Nesselrode. On calcule qu'il aura pu s'embarquer aujourd'hui à Calais, et que la communication dont il est porteur pourra être faite demain au Foreign-Office. — Am. Pellier. (Assemblée nationale.)

ALGÉRIE. — On assure qu'il est arrivé des nouvelles d'Algérie. Elles font connaître quelques faits nouveaux.

Le gouverneur général se trouvait toujours chez les Beni-Tisi. On pensait qu'il allait se rendre à Ziama, l'ancienne Choba romaine, dont les ruines sont un peu à l'ouest de l'île Mansouriah dans le golfe de Bougie.

La colonne du général Mac-Mahon se trouvait à la date du 29 mai, en marche de l'autre côté du Babor. On pensait qu'elle devait venir, plus tard, sur le bord de la mer pour faire sa jonction avec la colonne du gouverneur-général.

Le fameux Bou-Bagherla, qui est le chef de la plupart des tribus campées dans l'ouest du Babor, n'avait pas osé se présenter devant les troupes françaises.

En somme, la situation des affaires était toujours favorable.

MALTE. — On écrit de cette île le 25 mai :

« L'affaire de Constantinople ne pourrait prendre une tournure rassurante que par l'accord de la Grande-Bretagne et de la France. Or il ne saurait y avoir de preuve incontestable de cet accord qu'ici, à la Valette, et cette preuve sera le départ de la flotte commandée par l'amiral Dundas. »

« Le Malta-Mail et le Malta-Times qui inspirent les articles des journaux de Londres, l'ambassade turque de Paris n'auraient beau faire sur cette question les plus beaux raisonnements, tout cela ne saurait valoir, pour la certitude, le moindre fait qui se passerait dans l'une des deux rades de Marso Musciet ou de Great-Harbour. Quand l'amiral Dundas ira mouiller aux Dardanelles avec l'amiral Lasusse, on pourra parler hardiment. »

« MM. de Lacour et lord Stratford, qui s'étaient séparés sur la question des Lieux-Saints, ont été d'accord pour demander Reschid-Pacha comme le ministre le plus capable d'améliorer le sort des Grecs, puisqu'il avait conseillé à Mahmoud le Hatti-Schérif de Gul-Hané, cette charte turque qui n'a jamais pu sortir de l'état de lettre-morte. »

« Bien que simple Reis-Effendi ou ministre des affaires étrangères, Reschid est l'âme du nouveau cabinet dont presque tous les membres sont ses élèves. Ce ministre peut être défini en deux mots : c'est un parfait honnête homme, mais un faible administrateur. Jamais il n'a pu joindre les deux bouts de l'année pour ses dépenses personnelles; et cependant il touchait 440,000 fr. chaque année. En effet, le traitement du grand-visir était de 150,000 piastres turques par mois, c'est-à-dire d'environ 37,000 fr. »

« Reschid-Pacha sera certainement bien sincère quand sous la dictée de lord Stratford et de M. de Lacour, il rédigera quelque Hatti-Schérif nouveau en faveur des rayas. Quant à en faire une vérité, impossible. Il n'y a pas de constitution praticable avec une population si bigarrée pour l'origine, les mœurs et la religion. Cependant on n'hésitera pas à faire encore cet essai. »

» Pour extrait : H. ABEL. » (Gazette du Midi.)

Le Moniteur publie la loi suivante :

(Extrait du procès-verbal du Corps-législatif.)

Le Corps législatif a adopté le projet de loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Les conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique, après avis des chambres de commerce ou des chambres consultatives des arts et manufactures.

Les décrets d'institution déterminent le nombre des membres de chaque conseil.

Ce nombre est de six au moins, non compris le président et le vice-président.

Art. 2. Les membres des conseils de prud'hommes sont élus par les patrons, chefs d'atelier, contre-maîtres et ouvriers appartenant aux industries dénommées par les décrets d'institution, suivant les conditions déterminées par les articles ci-après.

Art. 3. Les présidents et les vice-présidents des conseils de prud'hommes sont nommés par l'empereur. Ils peuvent être pris en dehors des éligibles. Leurs fonctions durent trois années. Ils peuvent être nommés de nouveau.

Les secrétaires des mêmes conseils sont nommés et révoqués par le préfet sur la proposition du président.

Art. 4. Sont électeurs :

1^o Les patrons âgés de vingt-cinq ans accomplis et patentés depuis cinq années au moins et depuis trois ans dans la circonscription du conseil.

Report de M. Heurtier

2° Les chefs d'atelier, contre-maitres et ouvriers, âgés de vingt-cinq ans accomplis, exerçant leur industrie depuis cinq ans au moins et domiciliés depuis trois ans dans la circonscription du conseil.

Art. 5. Sont éligibles les électeurs âgés de trente ans accomplis et sachant lire et écrire.

Art. 6. Ne peuvent être éligibles ni électeurs, les étrangers ni aucun des individus désignés dans l'article 15 de la loi du 2 février 1852.

Art. 7. Dans chaque commune de la circonscription, le maire assisté de deux assesseurs qu'il choisit, l'un parmi les électeurs patrons, l'autre parmi les électeurs ouvriers, inscrit les électeurs sur un tableau qu'il adresse au préfet.

La liste électorale est dressée et arrêtée par le préfet.

Art. 8. En cas de réclamation, le recours est ouvert devant le conseil de préfecture ou devant les tribunaux civils, suivant les distinctions établies par la loi sur les élections municipales.

Art. 9. Les patrons, réunis en assemblée particulière, nomment directement les prud'hommes patrons.

Les contre-maitres, chefs d'atelier et les ouvriers, également réunis en assemblée particulière, nomment les prud'hommes ouvriers en nombre égal à celui des patrons.

Au premier tour de scrutin, la majorité absolue des suffrages est nécessaire; la majorité relative suffit au second tour.

Art. 10. Les conseils de prud'hommes sont renouvelés par moitié tous les trois ans. Le sort désigne ceux des prud'hommes qui sont remplacés la première fois.

Les prud'hommes sont rééligibles. Lorsque, par un motif quelconque, il y a lieu de procéder au remplacement d'un ou plusieurs membres d'un conseil de prud'hommes, le préfet convoque les électeurs.

Tout membre élu en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur.

Art. 11. Le bureau général est composé, indépendamment du président ou du vice président, d'un nombre égal de prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers. Ce nombre est au moins de deux prud'hommes patrons et de deux prud'hommes ouvriers, quel que soit celui des membres dont se compose le conseil.

Art. 12. Les jugements des conseils de prud'hommes sont signés par le président et par le secrétaire.

Art. 13. Les jugements des conseils de prud'hommes sont définitifs et sans appel, lorsque le chiffre de la demande n'excède pas deux cents francs en capital.

Au-dessus de deux cents francs, les jugements sont sujets à l'appel devant le tribunal de commerce.

Art. 14. Lorsque le chiffre de la demande excède deux cents francs, le jugement de condamnation peut ordonner l'exécution immédiate et à titre de provision jusqu'à concurrence de cette somme, sans qu'il soit besoin de fournir caution.

Pour le surplus, l'exécution provisoire ne peut être ordonnée qu'à la charge de fournir caution.

Art. 15. Les jugements par défaut qui n'ont pas été exécutés dans le délai de six mois sont réputés non avenus.

Art. 16. Les conseils de prud'hommes peuvent être dissous par un décret de l'empereur, sur la proposition du ministre compétent.

Art. 17. L'autorité administrative peut toujours, lorsqu'elle le juge convenable, réunir les conseils de prud'hommes, qui doivent donner leur avis sur les questions qui leur sont posées.

Art. 18. Après la promulgation de la présente loi, il sera procédé au renouvellement intégral des conseils de prud'hommes existants.

Art. 19. Sont maintenues les dispositions des lois, décrets et ordonnances qui ne sont pas contraires à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 25 avril 1855.

Le président, BILLAULT.

Les secrétaires, Ed. DALLOZ, MACDONALD duc de TARENTE, baron ESCHASSÉRIAX.

Rapport à l'empereur.

Paris, 3 mai 1855.

Sire,

La session du Corps législatif vient de se clore : dans votre haute sollicitude pour les grands corps destinés par la Constitution à seconder votre gouvernement, vous avez désiré qu'un compte vous fût rendu des travaux de cette session et de leurs résultats. En soumettant ce compte à Votre Majesté, j'ai la satisfaction d'espérer qu'elle y verra la preuve constante de l'utilité et actif concours prêté par le Corps législatif à tout ce que l'empereur projette pour le bien du pays.

Cent soixante-douze lois ont été présentées dans le cours de cette session; deux se trouvaient renvoyées de la session précédente : toutes ont été discutées à fond par les bureaux d'abord, puis par les commissions. De ces cent soixante-quatorze projets, cent soixante-cinq ont été l'objet de rapports détaillés, cent soixante-deux ont été délibérés et votés en séance publique.

Soixante et un projets de lois concernaient l'intérêt de l'Etat, cent treize étaient relatifs à des intérêts locaux; au nombre de ces derniers ont figuré trente et un projets de délimitations communales ou de création de communes, et quatre-vingt-deux projets d'emprunts ou d'impositions extraordinaires par les villes et les départements. Ces quatre-vingt-deux projets représentent en impositions autorisées ou en emprunts qui se soldent toujours par des impositions, une somme totale de 57,800,000 fr.

Presque en entier destiné à des travaux fructueux, et notamment à l'entretien d'anciennes routes ou à la création de routes nouvelles, ce chiffre témoigne de la confiance et du mouvement qui anime les points les plus reculés de l'empire; mais tout en rendant justice à ces dispositions et en accordant les autori-

sations demandées, le Corps législatif a paru penser que le gouvernement s'applique à diminuer le plus possible les charges générales, il importait que ce bienfait ne fût pas neutralisé par la progression contraire des charges locales.

Quant aux soixante et un projets de lois d'intérêt commun soumis à nos délibérations, tout en étudiant avec soin leurs détails, le Corps législatif a bien reconnu dans leur ensemble le puissant esprit d'apports et d'utilité pratique qui caractérise les vues de votre gouvernement. En ouvrant la session, Sire, vous nous disiez : « La plupart des lois qu'on vous présentera ne sortiront pas du cercle des exigences accoutumées; c'est là l'indice le plus favorable de notre situation; les peuples sont heureux quand les gouvernements n'ont pas besoin de recourir à des mesures extraordinaires. » Sire, les peuples sont plus heureux encore quand les mesures ordinaires projetées par les gouvernements marquent une suite de pas calmes et continus dans la voie de l'affermissement de l'ordre moral et de l'expansion, au profit de tous, de la prospérité matérielle. Or, c'est bien là le caractère des mesures que vous avez proposées à nos délibérations.

Sans cesse préoccupé de l'intérêt des classes souffrantes, du soin de multiplier ou de perfectionner les institutions créées en leur faveur, vous avez appelé le travail législatif sur

Les caisses d'épargne,
La caisse des retraites pour la vieillesse,
Les enfants confiés à l'assistance publique,
Les bains et lavoirs publics.

Convaincu que le crédit est l'âme des grands travaux de la paix, vous avez provoqué nos votes en faveur du crédit foncier, sur deux projets qui, simplifiant heureusement nos lois civiles, rendront le prêt hypothécaire beaucoup plus sûr et plus facile; en faveur du crédit mobilier, sur la consolidation définitive de l'utile institution des comptoirs et sous-comptoirs d'escompte. Puis, pour compléter cette œuvre, votre gouvernement a demandé qu'une législation analogue à celle des comptoirs permit à des compagnies opérant sur le nantissement de la marchandise de rendre au commerce et à l'industrie des services parallèles à ceux que rendent les comptoirs sur le nantissement du papier et des valeurs négociables.

Le crédit communal et départemental a également attiré votre attention, et, sans se départir des règles d'une sage circonspection, la loi a ouvert aux départements et aux communes, pour la plus facile extinction de leurs dettes actuelles, une voie toute nouvelle.

La bonne harmonie entre l'ouvrier et le patron est une des conditions fondamentales de la prospérité manufacturière; la loi sur les conseils de prud'hommes que le Corps législatif a votée y contribuera efficacement.

Grâce à la loi du rachat des canaux, le commerce peut espérer une meilleure et moins coûteuse circulation sur ces grandes voies navigables qui s'appellent le canal du Rhône au Rhin, le canal de Bourgogne et les Quatre Canaux.

Cinq lois, ajoutant à la grande œuvre de nos chemins de fer des compléments nouveaux, ont statué sur les chemins

De Bordeaux à Bayonne,
De Narbonne à Perpignan,
De Lyon à Genève avec embranchements sur Bourg et Mâcon,
De St-Rambert à Grenoble,
Et aussi sur les trois chemins entre Rhône et Loire.

L'importance militaire, commerciale, industrielle de pareilles mesures n'a besoin d'aucun commentaire.

A côté de toutes ces lois, qui facilitent le mouvement de l'argent par le crédit, l'active circulation du négociant et de la marchandise par les voies de fer et d'eau, viennent naturellement se classer ces autres lois qui, secondant la rapide transmission de la pensée commerciale, doivent bientôt :

Améliorer l'échange des correspondances entre la France et ses colonies;
Réduire la taxe des lettres dans Paris, celle de la télégraphie privée pour les départements;
Et mettre par une ligne électrique la Corse et l'Algérie à deux minutes de la métropole.

Telles sont, sire, pour les intérêts de l'ordre matériel, les principales mesures proposées par votre gouvernement à nos délibérations.

Dans l'ordre moral, pour l'affermissement de la paix publique, pour la défense du souverain et de la forme définitive du gouvernement que la nation s'est donnée, pour une meilleure et plus efficace action de la justice criminelle, nous avons, avec un adoucissement de pénalité que commandait le cœur de Votre Majesté, remis en vigueur les articles 86 et 87 du code pénal.

L'institution du jury a été fortifiée par le retour à la règle de la majorité simple, et aussi par un nouveau mode de formation des listes qui assure à cette justice du pays toutes les conditions de lumières, d'indépendance et de fermeté nécessaires pour protéger les bons et atteindre les méchants.

La suppression de certains retards qui n'augmentaient en rien les garanties dues à l'accusé, a simplifié la marche de la procédure criminelle.

Nous avons rendu plus efficace l'action du préfet de police contre les malfaiteurs, en l'étendant à tout le département de la Seine.

Enfin le gouvernement a été armé des pouvoirs nécessaires pour achever d'extirper en Corse le fléau du banditisme, et donner à ce département, susceptible d'un si magnifique avenir, la première condition de prospérité, la sécurité.

Le Corps législatif a également été saisi par vos ordres d'un projet de loi relatif à la transformation de la peine des travaux forcés : la commission nommée par les bureaux a longuement étudié cette importante question; un rapport approfondi, présenté à la chambre dans le dernier mois de la session, lui permettra d'en délibérer dès le commencement de la session prochaine; il n'y aura point eu de temps perdu, car l'expérience qui éclairera la discussion se

poursuit avec grand soin sur nos possessions de la Guyane.

En regard de ces mesures de répression pénale, le tableau de nos travaux législatifs présente aussi, pour ceux qui ont bien mérité du pays, le témoignage de la reconnaissance nationale.

Une loi continue d'assurer aux glorieux débris de nos armées de la République et de l'Empire les faibles secours si nécessaires à leurs blessures et à leurs infirmités.

Une autre loi sur les pensions civiles proclame et réalise, au profit de nombreux employés de l'Etat, ce principe moral et tutélaire que tout homme ayant consacré sa vie à servir son pays (si obscurs que soient ses services, et les plus obscurs ne sont pas les moins utiles), doit voir tous ces services inscrits au grand livre de la dette publique, et le repos de ses vieux jours assuré.

Puis, confondant dans un égal sentiment de reconnaissance nos gloires militaires, scientifiques, industrielles, quatre projets de lois sur lesquels sont inscrits les noms d'Oudinot, d'Excelmans, de Bernouff, de Philippe de Girard, ont attribué aux veuves ou aux héritiers de ces hommes illustres des pensions décernées à titre de récompense nationale.

A toutes ces lois successivement votées, il faut ajouter encore :

La loi sur l'état-major général de la flotte,
La loi sur le recrutement annuel de l'armée,
Diverses lois de finances, notamment le règlement des comptes de 1850, les crédits supplémentaires et extraordinaires de 1852, et enfin la loi du budget de 1854, offrant ce résultat véritablement capital du rétablissement de l'équilibre entre les dépenses et les recettes.

Ce précieux équilibre, depuis longues années si vivement et si vainement désiré qu'il semblait presque désormais impossible, c'est bien à vous, Sire, que la France le doit. Pendant que les recettes vont chaque jour s'accroissant par la prospérité croissante que vous avez rendue au pays, votre ferme volonté fait restreindre les dépenses : sur les divers ministères, plus de 50 millions ont été retranchés par vos ordres; et quand le Corps législatif, s'associant à vos desseins, est venu, après de telles réductions, demander encore des réductions nouvelles, loin d'être repoussées, ses propositions, acceptées par votre conseil d'Etat, ont accru d'environ 2 millions et porté à 5,467,630 fr. l'excédant espéré de nos recettes sur nos dépenses.

Un tel résultat, sire, est de nature à frapper tous les esprits. Sous les gouvernements d'antagonisme parlementaire, les réductions, même les plus minimes, demandées par l'opposition, étaient généralement combattues et refusées; leur succès eût été un échec ministériel; sous le gouvernement que vous avez fondé, elles ne font que fortifier le pouvoir qui en prend si résolument la patriotique initiative.

Tel est, sire, pour 1855, le résumé des travaux du Corps législatif; six projets seulement, déjà élaborés dans les bureaux et dans les commissions, n'ont pu, avant la clôture de la session, subir la dernière épreuve de la délibération publique; ils concernent la propriété littéraire, la transcription des actes intéressant la propriété foncière, les enfants confiés à l'assistance publique, la transformation de la peine des travaux forcés, les modifications des conditions imposées au crédit ouvert pour les bains et lavoirs publics, et les comptes de 1854. Ce sera le premier aliment pour les travaux de la session prochaine.

Le temps affecté aux sessions ordinaires par la Constitution a été, cette année, exceptionnellement prolongé; la session de 1855, dont le terme était au 15 mai, ne s'est close que le 28; mais cette prolongation n'accuse ni l'insuffisance du temps normal, ni le défaut d'activité constante dans les travaux du Corps législatif.

Des soixante et un projets d'intérêt général soumis à nos délibérations,

Deux avaient été présentés à la fin de la session dernière,

Quatorze ont été présentés en février 1855,
Sept seulement en mars,
Quatorze en avril,
Vingt-quatre du 1er au 25 mai.

Votre Majesté désire qu'en règle générale les principaux projets de lois préparés pour la chambre soient, autant que possible, présentés dès le début de la session, et cette sage disposition du travail législatif sera certainement pratiquée pour la session prochaine.

Avant de terminer ce compte-rendu déjà bien long, permettez-moi, sire, d'appeler votre attention sur un point spécial qui m'en semble digne : au droit illimité d'amendement pouvant se formuler même à l'improviste et au dernier moment de la délibération, la Constitution de 1852 a substitué un droit qu'elle a placé sous le contrôle des commissions nommées par les bureaux, et qui pour faire arriver un amendement à la délibération publique, a besoin du double assentiment de la commission et du conseil d'Etat.

C'était, au dire de quelques-uns, non pas corriger les abus du droit d'amendement, mais bien étouffer le droit d'amendement lui-même. La réponse surgit aujourd'hui des faits : des soixante et un projets de lois d'intérêt général qui ont occupé la session, si l'on retranche les quatorze qui, relatifs à des sessions ou échanges de domaine de l'Etat, sont vraiment en dehors de toute hypothèse d'amendement, et six autres projets dont deux ont été retirés et quatre n'ont point encore fait l'objet d'un rapport, on remarque que, sur les quarante et un projets restants, vingt-deux ont été amendés avec l'assentiment commun des commissions et du conseil d'Etat; et de ces amendements, plusieurs, il faut le dire, avaient une importance capitale. La statistique des projets amendés par la chambre des députés, quand elle exerçait le droit illimité d'amendement, donne à peine de pareils résultats.

En résumé, sire, le Corps législatif a continué pendant cette session de s'associer loyalement à tout ce que votre sagesse a projeté pour la prospérité publique; il a fait un laborieux et utile usage du temps qui lui était donné. Nos paroles ont, il est vrai, fait au dehors moins de bruit qu'autrefois; mais, en po-

litique comme en industrie, les meilleurs rouages ne sont pas ceux qui font le plus de bruit. Notre session de trois mois et demi a été plus féconde que bien des sessions qui en duraient le double, et, en se séparant, mes collègues ont emporté la conscience, en même temps que la patriotique satisfaction, d'avoir, de concert avec votre gouvernement, efficacement travaillé au bien du pays.

Je suis, avec le plus profond respect,

Sire,

De Votre Majesté,

Le très obéissant et très

fidèle serviteur,

Le président du Corps

législatif,

BILLAULT.

Chambre de Commerce de Lyon.

Copie d'une lettre de M. le Ministre de l'intérieur à la Chambre de Commerce de Lyon.

Paris, le 30 mai 1855.

Messieurs, des plaintes ont été souvent produites contre l'élevation du prix de revient en France des armes de guerre destinées à la troque, et par suite contre l'obligation où se trouveraient nos armateurs de s'approvisionner en Belgique ou en Angleterre.

Monsieur le ministre de la guerre ayant eu connaissance de ces plaintes a pensé que la rentrée en magasin d'une quantité très-considérable de fusils à silex pouvait offrir au gouvernement les moyens de satisfaire aux demandes du commerce de la troque et de mettre celui-ci à même de se livrer sur une échelle un peu vaste à des opérations dont les résultats permettraient de donner à nos manufactures d'armes de fortes commandes par avance, et à en obtenir ainsi des prix plus avantageux.

M. le maréchal de Saint-Arnaud a fait sur cette question un rapport à l'empereur, et Sa Majesté a bien voulu l'autoriser à prendre les dispositions suivantes :

Lorsque des armateurs désireront obtenir des magasins de l'Etat des fusils à silex pour le commerce de la troque, ils se présenteront au commandant de l'artillerie de la place la plus voisine de leur résidence, ou du lieu d'embarquement, et cet officier les laissera faire leur choix, soit parmi les fusils à silex français, dits n° 1, soit parmi les fusils étrangers.

Le lot étant formé, les prix seront établis sur les bases suivantes :

Fusils à silex français dits n° 1, de service. 25

Fusils à silex étrangers, de service. . . . 15

Pour les armes à réparer, ou hors de service, on déduira du prix ci-dessus, le montant de la dépense à faire pour les remettre en état. Cette évaluation sera faite par le commandant de l'artillerie d'après les tarifs en vigueur.

L'armateur étant d'accord avec le commandant, adressera, sur papier timbré, au ministre de la guerre, la demande d'autorisation de prendre livraison des armes qu'il aura choisies, et de les exporter en désignant le port de sortie et le lieu de destination. Dès que l'autorisation ministérielle lui sera parvenue, il versera au trésor le montant de la valeur des armes qui lui seront livrées alors, par le commandant de l'artillerie. Je m'empresse, monsieur, de vous informer de cette décision que je vous prie de porter à la connaissance des négociants qu'elle peut intéresser. Ils y verront, ainsi que vous, monsieur, une nouvelle preuve de la sollicitude de l'empereur et de son gouvernement pour tout ce qui peut étendre et faciliter les échanges de notre commerce.

Recevez, etc.

Pour le ministre :

Le conseiller d'Etat, directeur général de l'agriculture et du commerce,

Signé : HEURTIER.

Pour copie conforme :

Le secrétaire membre de la chambre de commerce,

H. JAMES.

CHRONIQUE.

Malgré l'incertitude du temps, les préparatifs des processions de l'octave de la Fête-Dieu s'étaient faits sur tous les points de la ville, dans la journée d'hier. Dans la soirée, quelques rayons de soleil ont percé les nuages, et les processions ont pu se développer au milieu d'un immense concours de peuple dont l'attitude respectueuse annonçait hautement la foi. Les maisons étaient partout couvertes de tentures et de guirlandes. Un grand nombre de reposoirs se faisaient remarquer par le bon goût qui avait présidé à leur construction. Ceux qui étaient le plus admirés, ce ne sont point ces énormes édifices de bois peint qui sont élevés à grand frais dans nos quartiers opulents. Ce que l'on aime de préférence dans ces petits monuments éphémères, c'est un harmonieux assemblage de draperies et de fleurs.

Il serait important que les personnes qui s'adressent aux tapissiers, pour décorer leurs maisons, se donnassent toujours la peine d'examiner les sujets représentés sur les tentures qui sont employées à cet usage; cette observation, pour n'avoir qu'une application très restreinte, nous a paru néanmoins utile à faire pour une autre année. On a remarqué sur quelques points des sujets par trop profanes qui avaient échappé